

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 17 juin 2025

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 25-339

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP

QUAI DU GÉNÉRAL SARRAIL - 10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mai 2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP implanté Quai Sarrail 10400 NOGENT-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de NOGENT PORT a été touché par un feu couvant dans la cellule C5 du silo Malt 1. L'alerte des secours a été donnée à 16h38 le dimanche 18 mai 2025. L'inspection des installations classées a interagi avec le SDIS de l'Aube et la préfecture, avant de se déplacer sur site le lundi 19 mai 2025 de 10h30 à 18h30. Cette visite d'inspection a été menée principalement au poste de commandement de l'exploitant et sur les lieux du sinistre, pour observer les actions de l'exploitant, comprendre l'incendie et les actions en cours afin de rendre compte aux autorités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP
- Quai Sarrail 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de NOGENT-SUR-SEINE - PORT, situé quai Sarraill, abrite le siège historique du groupe SOUFFLET et, entre autre, des unités de fabrication de malt et de stockage de céréales exploitées par MALTERIES SOUFFLET (fabrication de malt) et SOUFFLET AGRICULTURE (stockage de céréales). La situation de l'établissement lui permet de profiter du transport fluvial sur la Seine pour ses activités de négoce de céréales. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PCICP2025106-0002 du 16 avril 2025 recodifiant les arrêtés antérieurs.

Les principaux enjeux en matière de risques pour l'environnement sont constitués par le risque accidentel d'explosion des différentes capacités de stockage de céréales (la capacité totale autorisée s'élève à 463 709 m³) et la proximité des installations vis-à-vis de la ville de NOGENT-SUR-SEINE.

Les autres enjeux sont relatifs aux risques chroniques susceptibles d'être générés. En effet, l'activité de malterie utilise un important volume d'eau dans son procédé, nécessaire à la germination des céréales employées pour la fabrication du malt. Les effluents sont traités par une station d'épuration interne au site avant d'être dirigés vers la Seine. Par ailleurs, les installations de combustion présentes sur le site et nécessaires à la fois à la fabrication du malt (séchage des grains germés) et au stockage de céréales (séchoirs à grain permettant de garantir de bonnes conditions de conservation) constituent également un enjeu en termes de rejets atmosphériques (puissance totale autorisée de près de 60 MW) et soumettent l'établissement à la directive dite des « quotas de CO2 ».

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Information de l'inspection des installations classées | Code de l'environnement du 04/09/2020, article R. 512-69 alinéas 1 et 2 | Demande d'action corrective | 0 jour |
| 4 | Mesures de prévention visant à éviter un autoéchauffement | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.4 | Prescriptions complémentaires | 15 jours |
| 5 | Plan d'opération interne | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 7.7.6 | Prescriptions complémentaires | 3 mois |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.2.3 alinéa 4 (partiel) | Prescriptions complémentaires | 1 mois |
| 7 | Inertage | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.3 | Prescriptions complémentaires | 1 mois |
| 8 | Rétention des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 7.7.8.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 9 | Traitement des déchets | Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 5.1.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 10 | Consolidation de l'étude de dangers | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51 | Prescriptions complémentaires | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
| 2 | Propreté du silo Malt 1 | Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13 alinéa 1 | Sans objet |
| 3 | Accessibilité au site et circulation | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su travailler en synergie avec les secours. Les équipes des différentes entités du groupe ont montré qu'elles étaient capables de collaborer efficacement et d'être réactives face aux enjeux. Toutefois, l'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur le fait que les décisions adaptées reposent uniquement sur la maîtrise des installations par le personnel actuellement présent. Le plan d'opération interne qui devrait être le guide des équipes en pareilles circonstances ne dispose pas d'un contenu adapté et approprié à la situation rencontrée. Certains manques avaient été préalablement identifiés en octobre 2024 et d'autres sont listés dans le présent rapport. Par ailleurs, l'organisation du site doit être en mesure de prendre en charge une situation relevant de la gestion de crise, quelles que soient les personnes présentes, et d'y associer les services de la préfecture et de l'inspection des installations classées dès l'alerte.

D'autre part, il apparaît que les mesures organisationnelles n'ont pas permis de détecter l'échauffement dans la cellule C5 alors que les documents transmis montrent des températures supérieures au seuil d'alarme depuis 17h.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'imposer à l'exploitant de revoir son organisation quant à la détection d'un incendie, de s'assurer de la transmission des alarmes, d'encadrer certaines mesures visant à garantir l'opérationnalité en permanence du matériel nécessaire à l'inertage des cellules, ainsi que la fonctionnalité de la thermométrie, et de reprendre les demandes du SDIS de l'Aube quant à la quantité d'émulseur à tenir à disposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection des installations classées

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2020, article R. 512-69 alinéas 1 et 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'alerte des secours a eu lieu à 16h38 le dimanche 18 mai 2025. L'inspection des installations classées a été informée à 18h20 par un officier du SDIS de l'Aube, parallèlement à l'alerte de l'astreinte de la préfecture par ce service. Un contact téléphonique tri-partite SDIS, DREAL, exploitant a eu lieu à 18h41.</p> <p>L'exploitant a pris contact avec l'inspection des installations classées seulement à 8h49 le lundi 19 mai 2025. L'exploitant a indiqué ne pas avoir contacté la DREAL auparavant car il savait qu'elle était informée au regard du contact établi par téléphone. L'astreinte de la préfecture n'a pas non plus été avertie par ses soins.</p> <p>La visite a été diligentée le lundi 19 mai 2025 de 10h30 à 18h30. Ensuite, des points de suivi ont été régulièrement transmis par l'exploitant par courriels à 22h59, puis le 20 mai 2025 à 7h34, 11h05, 11h59 (fin de la vidange de la cellule concernée).</p> <p>Le rapport a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 4 juin 2025. Les causes profondes doivent être recherchées et identifiées. L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées des conclusions retenues.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle fermement à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité d'informer ses services en cas de sinistre, et ce, dans les meilleurs délais. Cette nécessité lui avait déjà été signifiée lors de l'incendie du site de Dienville, un mois auparavant.</p> <p>A toutes fins utiles, il est rappelé que l'absence de déclaration d'un accident ou d'un incident constitue une contravention de 5^{ème} classe, passible d'une amende de 1 500€.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 0 jour |

N° 2 : Propreté du silo Malt 1

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13 alinéa 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Explosion |
| Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. |
| Constats : Par sondage, il a été constaté aux 2 ^{ème} et 3 ^{ème} étages du silo Malt 1 que la croix jaune sur fond bleu, présente sur les sols, est visible. Par conséquent, les locaux ne présentent pas d'empoussièrement excessif. La galerie sous-cellule était également propre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Accessibilité au site et circulation

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. |
| Constats : Une seule voie longe le silo Malt 1, au Sud-Est. Elle a été coupée à la circulation interne et réservée aux opérations en lien avec la gestion du sinistre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Mesures de prévention visant à éviter un autoéchauffement

| | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.4 | | | |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie | | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :</p> | | | |
| [...] | Type | Nombre | Report alarme |
| Cellulesdes silos Y, Abattoir, Tourteaux, Marceau, France Luzerne, siloorge Malterieetsilo Malt 1 | Sondes thermométriquesfixes | 1 sonde à 5 capteurs parcellule | Sur supervision |
| <p>Une procédure définit la conduite à tenir en cas de détection d'anomalie par la thermométrie. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits sont contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> | | | |
| <p>Constats :</p> <p>L'incendie a été détecté lors d'une ronde, en raison d'une odeur suspecte. La levée de doute a été réalisée par la consultation des résultats de la thermométrie, puis par une observation visuelle de l'intérieur de la cellule, où un cercle noir a été constaté. La cellule C5 est une demi-cellule du Silo Malt 1. Elle est équipée d'une sonde à 3 capteurs. Le relevé de température est disponible en temps réel. L'affichage au poste de commande du silo Malt 1 ne permet pas de voir l'ensemble des sondes du silo au même moment. Les températures se mettent à jour, sonde par sonde. L'écran montre le balayage de l'ensemble des sondes au fur et à mesure du temps. La hausse de température n'a pas été détectée lors des précédents passages au poste de contrôle du Silo Malt 1. A noter : au cours d'une journée, seuls 2 passages sont prévus : le premier le matin, le second dans l'après-midi. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'alarme faisait apparaître en rouge les températures ayant évolué de +5°C, les autres températures restent affichées en vert. Or, le poste de commande du Silo Malt 1 ne dispose pas de personnel présent en continu. Aucun report n'est disponible vers le personnel présent sur site par un autre biais (report sur la synoptique d'un autre poste, transmission par un autre biais, ...), notamment la nuit ou le week-end. La visibilité de cette alarme questionne, notamment au regard de la taille des caractères affichés.</p> | | | |

Par courriel du 4 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le relevé de la thermométrie associée au silo Malt 1 et la courbe des températures mesurées dans la cellule C5. D'une part, il apparaît que toutes les sondes de ce silo ne comportent pas 5 capteurs comme indiqué dans l'arrêté préfectoral, mais un nombre compris entre 2 à 10 capteurs selon la hauteur de la cellule concernée. Par conséquent, il convient de modifier cette prescription afin qu'elle soit représentative de la réalité du site sur ce silo, mais également pour les autres visés par la prescription.

D'autre part, les relevés de température de la sonde associée à la cellule C5 démontrent que le capteur n°1 indiquait une température de 35,2 °C la veille de l'incendie, température inférieure aux seuils d'alarme du système compris entre 40 et 45°C, mais cohérente avec les données antérieures. Cependant l'inspection des installations classées note une différence notable d'ordre de grandeur sur ce capteur au regard des 2 autres capteurs de la cellule C5, qui aurait dû alerter les opérateurs plus en amont. Enfin la courbe des températures mesurées montre que l'alarme indiquant une température supérieure à 40°C a dû s'afficher à compter du samedi 17 mai vers 23h. Or cette hausse de température n'a été détectée que 17h plus tard ; ce qui démontre que les procédures internes afférentes à la surveillance des températures lors des rondes n'ont pas été respectées.

De plus, au cours de la soirée du 18 mai 2025, l'exploitant a connu une perte de la thermométrie sur la cellule concernée. Toutefois, il a réussi à rétablir cette fonctionnalité le lendemain matin (19/05/2025). En réponse au questionnement de l'inspection des installations classées quant aux raisons de cette perte de fonctionnalité, l'exploitant indique que la perte de la thermométrie est consécutive à l'infiltration d'eau d'extinction dans le boîtier électrique de la sonde d'une cellule adjacente (cellule C6B), ce qui a créé une disjonction au niveau de la cellule C5. Il convient que l'exploitant prenne les mesures adéquates pour s'assurer que les boîtiers électriques assurant cette fonctionnalité soient étanches ou hors d'eau.

Parmi les causes identifiées, l'exploitant retient que le capteur n°1 de la sonde associée à la cellule C5 était implanté à une hauteur de 6,5 m, et non pas en fond de cellule, en raison d'une structure légèrement différente des autres cellules. Avant la remise en fonctionnement de cette cellule, il s'engage à modifier la longueur de la sonde pour s'assurer que les mesures soient représentatives de l'ensemble de la quantité stockée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'encadrer les pistes de remédiation identifiées par un arrêté préfectoral complémentaire au regard des points suivants :

- l'alarme doit être transmise en temps réel à un opérateur présent sur site ;
- les vérifications réalisées lors des rondes portent sur l'ensemble des données et elles sont tracées ;
- la liste du nombre de capteurs par sonde est mise à jour et elle est intégrée à l'étude de dangers ;
- les boîtiers électriques assurant l'alimentation des sondes thermométriques sont étanches ou isolés de tout impact des eaux d'extinction survenant dans le bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 15 jours

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 7.7.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI). Ce plan définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Régulièrement mis à jour et transmis aux différents services concernés, il distingue les différents phénomènes dangereux possibles sur le site et la stratégie d'intervention retenue pour chacun d'eux.</p> <p>Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de POI qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Le POI est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque nouvelle modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés, au minimum une fois tous les 3 ans, en liaison si possible avec les sapeurs-pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 3 octobre 2024 listait de nombreuses observations sur le contenu du plan d'opération interne. L'exploitant s'était engagé à le mettre à jour suite à l'augmentation de capacité autorisée le 16 avril 2025. A ce jour, cette actualisation n'a pas encore été menée.</p> <p>Lors du sinistre, le plan d'opération interne a été activé. Ni les sapeurs-pompiers, ni la préfecture, ni la DREAL n'en ont été informés avant le lundi 19 mai 2029 à 8h41. Le document disponible sur site contient davantage de documents que celui transmis par courriel du 8 octobre 2024, notamment les documents Hx. Toutefois ce plan d'opération interne comporte beaucoup de littérature, notamment des descriptions. Or, l'objectif de ce document est d'être fonctionnel. Il convient d'épurer le document afin d'y intégrer des plans, schémas, tableaux, ... de manière à ce que les actions réflexes soient plus aisées. Par exemple, il n'est pas fait de distinction de procédure entre le stockage de malt et celui de céréales alors que la conduite à tenir diffère.</p> <p>Par ailleurs, la procédure présente dans le POI sur site indique qu'en cas de détection d'une augmentation de température dans une cellule, il convient de la ventiler, puis de réaliser un transilage du grain, voire d'inertier si besoin. Cette procédure s'est montrée inappropriée au contexte de l'incendie : lit de mousse, inertage, vidange sans passer par les moyens de transports fixes internes. La vidange à l'aide de moyens additionnels mobiles doit être anticipée, notamment au regard des contraintes techniques qu'une telle situation impose (goulotte spécifique, sauterelles trop larges nécessitant le démontage des roues et leur mise en place à l'aide de palan, tire-fort et chariot élévateur). Les fiches du POI doivent être une aide à la décision.</p> <p>Les données relatives aux différents silos consistent, dans le POI, en un plan et en un volume global. Une représentation de chaque silo, étage par étage, est pourtant disponible sur site. Une indication des volumes de chaque cellule doit être incluse dans le POI. En outre, l'exploitant doit s'assurer que tous les équipements susceptibles de créer un accident sont pris en considération. Par sondage, l'inspection des installations classées note que la station de stockage et de distribution de carburants n'y figure pas.</p> |

Par ailleurs, l'inspection des installations classées note que les coordonnées de la DREAL sont obsolètes. De plus, des actions essentielles comme la neutralisation de l'aspiration de la cellule concernée ou l'utilisation de la caméra thermique pour identifier les points chauds sont absentes du plan d'opération interne.

En outre, il apparaît que les fonctions définies dans le POI n'ont pas été attribuées. Par exemple, l'ingénieure hygiène-sécurité-environnement a pris la fonction de responsable des observations/transmissions et a consigné le déroulement des opérations à compter de son arrivée le lundi matin à 8h. Elle a dû reconstituer la chronologie des opérations réalisées depuis la veille. Aucune traçabilité n'a été mise en œuvre pendant les 15 premières heures. Le directeur du site, identifié comme directeur des opérations internes, était absent lors de la détection de l'incendie et il n'a pu arriver sur site qu'à compter de 22h30, soit 6h après l'alerte. Le directeur industriel Soufflet Malt France-Belgique a pris la fonction de directeur des opérations internes à compter de 20h30, soit 4h après l'alerte. Il apparaît que le POI, tel que rédigé actuellement, ne prend pas en considération les périodes où l'effectif est moindre (nuit, weekend et jours fériés).

L'inspection des installations classées note que le retour d'expériences des 2 incendies survenus récemment, au niveau du groupe IN VIVO, montre une problématique de montée en puissance du dispositif de gestion de crise et une communication tardive vers l'administration, auxquelles il convient de remédier.

Enfin, un exercice avait été organisé le samedi 9 décembre 2024 au 8^{ème} étage du même silo. L'officier qui avait participé à l'exercice était également le chef de groupe lors de l'incendie, ce qui a facilité l'intervention. L'exploitant avait invité l'inspection des installations classées par courriel du 4 décembre 2024, laquelle n'avait pas pu être présente, et il s'était engagé à transmettre le compte-rendu de l'exercice. Ce document a été transmis à la demande de l'inspection des installations classées par courriel du 4 juin 2025. Les fonctions n'ont pas été distribuées, le réchauffeur d'azote, appelé également « skid », dont la mise en œuvre est requise pour inerte une cellule n'a pas été mis en place, beaucoup d'événements (appel du directeur, appel du personnel permettant d'identifier un personnel absent, ...) ont été simulés empêchant leur vérification (exemple : numéros de téléphone présents sur les listes). Il s'agit d'un exercice de défense contre l'incendie traditionnel qui s'appuie essentiellement sur l'action des sapeurs-pompiers, comme on peut le trouver sur un silo de moindre importance. Cependant, il ne constitue pas un exercice POI en tant que tel et reflète l'absence d'une réelle montée en puissance vers une gestion de crise, nécessaire pour un tel site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'encadrer le délai de mise à jour de ce document primordial, des attendus au regard de son contenu, notamment vis-à-vis des observations émises, de la formation des cadres du site à la gestion de crise et de la mise en œuvre d'un nouvel exercice POI éprouvant le plan d'opération interne mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.2.3 alinéa 4 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• toutes les cellules du silo malt 1 sont équipées d'une colonne sèche• d'un équipement de production de mousse haut foisonnement mobile et d'une réserve d'émulseur de 60 litres destinés à la mise en place d'un tapis de mousse en partie haute d'une cellule de stockage de manière à neutraliser le ciel gazeux ou la masse de poussières en suspension dans la cellule concernée par un éventuel risque d'incendie ou d'explosion. <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La colonne sèche du silo Malt 1 a été utilisée par les sapeurs-pompiers pour monter l'eau au dessus de la cellule C5. Le branchement a été réalisé sur le demi-raccord présent entre le 3^{ème} et le 4^{ème} étage.</p> <p>Au cours de cette intervention, il a été utilisé plus de 4 m³ d'émulseur fourni par les secours (cellule émulseur et contenu fourgon). L'exploitant a fourni la quantité présente sur site initialement (3 bidons de 20 L), puis il a assuré le réapprovisionnement de 2 cubitainers de 1 000 L d'émulseurs à 17h et à minuit le lundi 19 mai 2025.</p> <p>Au regard du retour d'expérience et des coûts engendrés par une telle intervention, le SDIS de l'Aube demande que 5 m³ d'émulseur soit disponible en tout temps.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de reprendre par arrêté préfectoral complémentaire la nécessité pour l'exploitant de définir une organisation des moyens de lutte contre l'incendie, en accord avec le SDIS de l'Aube, notamment quant à la quantité et la disponibilité de l'émulseur.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Prescriptions complémentaires |
| Proposition de délais : 1 mois |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque silo possédant des cellules de stockage et des as de carreaux béton fermés (silo malt 2, silo malt 1, silo orge malterie, silos Marceau, Tourteaux et Terray 2) est équipé de raccords permettant l'inertage en cas de sinistre de ces cellules béton fermées. Pour les cellules ventilées, des raccords adaptables sont disponibles pour être fixés sur les gaines de ventilation équipant chaque cellule ; pour les cellules non ventilées, des piquages sont en place sur les trappes de vidange des cellules et munis d'un raccord adaptable.</p> <p>Les équipements nécessaires (plaques métalliques équipées de raccords...) sont disponibles à tout moment, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles sur le site.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site.</p> <p>Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.</p> <p>Sont également mentionnées dans cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none">• les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;• le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;• les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci sont disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. <p>L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le musoir de la cellule C5 (cônes en bas des cellules) est équipé d'un demi-raccord visant à permettre le branchement du flexible d'azote. Il était disponible lors du sinistre et facilement accessible.</p> <p>Les coordonnées du fournisseur d'azote sont présentes dans le POI. Le directeur de site a indiqué les avoir utilisées pour les contacter. Cependant, pour que l'inertage soit efficace, il convient que la chaîne d'approvisionnement en azote soit opérationnelle en permanence.</p> <p>En effet, lorsque l'exploitant a sollicité son fournisseur d'azote en vue de l'inertage de la cellule, le dimanche 18 mai 2025, il est apparu que le conducteur d'astreinte n'était pas autorisé à circuler le weekend et les jours fériés ; ce qui a été confirmé par le conducteur du lundi qui a déclaré avoir cette autorisation permanente. Il a été alors nécessaire de solliciter les directions départementales des territoires de l'Aube et de Seine-et-Marne et leur préfecture pour obtenir une dérogation à l'interdiction de circuler, retardant la livraison d'azote.</p> <p>De plus, le conducteur présent la journée du lundi 19 mai 2025 a été contraint de repartir à 18h35 en raison de son amplitude de temps de travail et le camion suivant ne s'est présenté qu'à 20h45, laissant un laps de temps où l'inertage était indisponible. Le fournisseur a 2 conducteurs par camion, l'un de jour, l'autre de nuit, au départ de l'usine. Cette organisation ne permet pas d'assurer la présence en continu d'un camion sur site, en cas de sinistre.</p> |

Par ailleurs, le réchauffeur d'azote, appelé également « skid », était présent sur le site. Toutefois, le personnel n'a pas su le positionner de manière adéquate à son bon fonctionnement, et le conducteur du camion de livraison d'azote n'a pas été en mesure de les aider. En outre, la procédure H6, telle que consultée sur site, n'est pas suffisamment explicite pour permettre sa bonne mise en œuvre.

De plus, le flexible à disposition pour relier le réchauffeur au musoir n'a pas été utilisé en raison de son état de dégradation apparent. Un tuyau de refoulement, fourni par les secours, a été utilisé bien que ses caractéristiques techniques ne permettent pas d'y faire transiter des fluides si froids.

Le relevé des mesures de températures dans la cellule C5 démontre que le premier inertage du 18 mai 2025 vers 23h n'a eu qu'une action limitée permettant l'abaissement des températures du capteur n°1 d'environ 7 à 8°C. Le second inertage du 19 mai 2025 à 8h n'a eu aucun effet, en raison a priori de la présence d'un glaçon empêchant la diffusion de l'azote.

Par conséquent, l'organisation actuelle ne permet pas d'assurer en permanence le caractère opérationnel de l'ensemble des moyens d'inertage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place une organisation formalisée afin que les écueils, listés ci-dessus, soient évités. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'encadrer cette obligation par le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rétention des eaux d'extinction

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 7.7.8.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Article 7.7.8.1.1. Malterie Nogent 1</p> <p>Le volume de rétention nécessaire est de 120 m³. Ce confinement est réalisé passivement par le volume disponible sous les cellules du silo Malt 1 de 119 m³ et par la fosse de déchargement des camions du silo Orge 1 pour un volume de 40 m³.</p> <p>Article 7.7.8.1.2. Malterie Nogent 2</p> <p>Ce confinement est réalisé par le bassin imperméabilisé souterrain de rétention des eaux pluviales d'un volume minimum de 720 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction ont été majoritairement contenues dans la cellule C5. Les réglages de la lance à mousse pour obtenir un tapis de densité satisfaisante ont généré de la mousse de moindre qualité dans les bacs à mousse, placés en haut de la cellule, et sur une partie du pallier s'écoulant par la trappe non étanche au dessus de la cellule C9, ainsi que le long du carénage de l'élévateur jusqu'à son pied. D'autre part, des écoulements du mélange eau-émulseur ont également eu lieu le long de la voie d'accès, via les caniveaux, jusqu'au bassin souterrain de rétention situé au niveau de la malterie Nogent 2. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la vanne de ce bassin avait été fermée. Visuellement, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de contrôler ce point.</p> <p>Par courriel du 4 juin 2025, l'exploitant a confirmé que les eaux d'extinction avaient été pompées par son prestataire pour un stockage temporaire, avant envoi vers un centre de traitement. L'envoi vers le centre de traitement est en cours.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets associés à réception.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Traitement des déchets

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Post-accident |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Au regard de la hiérarchie du traitement des déchets imposée par la directive cadre 2008/98/CE, l'exploitant a étudié, lors de l'incendie, la possibilité de méthaniser le malt impacté par le mélange d'eaux d'extinction incendie et émulseur. Cependant, il s'est heurté à des difficultés afin de démontrer l'innocuité de cette matière. Par la suite, il n'a pas confirmé, ni justifié de l'orientation du malt impacté par l'incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les documents justifiant de l'orientation de ce malt impropre à la consommation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 10 : Consolidation de l'étude de dangers

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51 |
| Thème(s) : Risques accidentels, EDD |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.</p> <p>La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'incendie survenu un dimanche, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de consulter l'étude de dangers à distance. En effet, ce document est composé de multiples versions, dont la plupart sont consultables uniquement en version papier. Seule l'étude de dangers relative au silo Orge 1, réalisée en 2013, est informatisée.</p> <p>L'inspection des installations classées note que les rayons des effets de surpression induisant des bris de vitre (20 mbars) ne figurent pas sur les cartographies disponibles.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de faciliter l'accès à l'information en cas de sinistre, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de consolider son étude de dangers et de la lui transmettre sous format informatisé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Prescriptions complémentaires |
| Proposition de délais : 6 mois |